

LA PRESSE

COURS SAINT-PIERRE
LA MAISON JEAN LAPOINTE
DEVIENT PROPRIÉTAIRE
PAGE 6



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE
LEITAO ET
LA PROCHAINE OSISKO
PAGE 5

AFFAIRES

AGROALIMENTAIRE
CONSOLIDATION DANS L'ŒUF ET LA VOLAILLE
PAGE 5

 S&P TSX 14 800,18 +3,39 (+0.02%)	 S&P 500 1940,46 +12,58 (+0.65%)	 DOW JONES 16 836,11 +98,58 (+0.59%)	 PÉTROLE 102,48 \$US -0,16 \$US (-0.16%)	 DOLLAR 91,50 ¢US +0,08 ¢US
--	--	--	--	---



RÉDUCTION DES CRÉDITS D'IMPÔT

SURPRISE ET
CONSTERNATION
POST-BUDGÉTAIRES

De l'industrie des jeux vidéo au secteur des sciences de la vie, en passant par les centres financiers internationaux, tout le monde s'inquiète de l'impact qu'aura le coup de barre du budget sur l'attrait du Québec auprès des investisseurs privés. Et la véritable opération rationalisation ne fait que commencer, prévient le gouvernement.

À LIRE EN PAGES 2 ET 3

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE



SOUS LA LOUPE PME

EN AFFAIRES AVEC SON CONJOINT

PAGE 4

Michel Guérin et Brigitte Maillette, des Fromages du verger

PHOTO M. CAMPANOZZI, LA PRESSE



BCE

UN TAUX DE DÉPÔT INÉDIT: -0,10 %!

PAGE 6

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

30% À 50% DE RABAIS

SUR TOUS LES PATINS À ROUES ALIGNÉES DES ANNÉES ANTÉRIEURES

OBERSON
1355 boul. des Laurentides Laval 8680 boul. Leduc Quartier DIX30
Lun. à Mer. 10h à 18h Jeu.-Vend. 10h à 21h Sam. 9h à 17h Dim. 10h à 17h
OBERSON.COM OUVERT 24H
  
/obersonboutique

DEPUIS 50 ans 1963

RÉDUCTION DES CRÉDITS D'IMPÔT

L'inquiétude est généralisée

SYLVAIN LAROCQUE

La réduction de 20 % des crédits d'impôt consentis aux entreprises a pris au dépourvu Montréal International ainsi que les secteurs des sciences de la vie et de l'exploration minière, qui craignent désormais un recul des investissements privés.

Entreprises étrangères

Les crédits d'impôt constituent souvent un « élément important » dans le processus décisionnel des entreprises étrangères qui songent à s'établir au Québec, dit Christian Bernard, économiste en chef de Montréal International.

« Nous sommes très inquiets de l'impact que cette décision pourrait avoir sur l'attractivité du Grand Montréal, affirme-t-il au cours d'un entretien téléphonique avec *La Presse Affaires*. Les crédits d'impôt sont une composante essentielle de notre coffre d'outils. »

M. Bernard estime que Québec va « à contre-courant » de la tendance actuelle en Amérique du Nord, plusieurs États ayant bonifié leurs programmes d'aide financière aux entreprises ces dernières années. « Il y a actuellement une véritable escalade dans ce domaine », note-t-il.

Déjà, des entreprises ont communiqué avec Montréal

International pour en savoir plus sur les coupes. « Elles refont leurs calculs et peuvent être que pour certaines d'entre elles, Montréal ne sera plus la meilleure destination où investir », prévient Christian Bernard.

Celui-ci reconnaît qu'il y a « probablement du ménage à faire » dans les crédits d'impôt, mais soutient qu'il ne « faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain ». Il déplore que la baisse de 20 % s'applique à toutes les industries sans distinction. « Il est pourtant stratégique de cibler certains secteurs d'avenir qui contribuent grandement au PIB [produit intérieur brut] et où les salaires sont élevés. »

Sciences de la vie

La baisse du crédit d'impôt pour recherche scientifique et développement expérimental (RS&DE) touchera d'abord et avant tout les PME, à qui l'on doit 65 % des emplois du secteur des sciences de la vie, souligne Michelle Savoie, PDG de Montréal InVivo.

« Les crédits d'impôt sont prévus aux budgets des entreprises, de sorte que leur diminution se traduira par une baisse des revenus pour elles, indique M^{me} Savoie. Les PME devront trouver du financement ailleurs pour compenser, possiblement du côté du capital de risque. »

Pour l'instant, Michelle Savoie ne craint pas que la réduction des crédits d'impôt

entraîne des pertes d'emplois ou la disparition d'entreprises. Montréal InVivo prévoit toutefois formuler des recommandations au gouvernement à l'automne dans l'espoir d'obtenir une amélioration des programmes d'aide destinés au secteur des sciences de la vie.

Benoît Rémillard, d'Emergex, firme-conseil en crédits d'impôt, relève néanmoins que les entreprises n'absorberont que les deux tiers de la baisse du crédit d'impôt pour RS&DE. En effet, le crédit d'impôt fédéral équivalent augmentera et compensera pour le tiers de la baisse.

Le président d'Emergex, Pierre Savignac, croit que Québec pourrait revenir sur sa décision. Il rappelle qu'en 2005, le gouvernement Charest avait relevé les crédits d'impôt deux ans après les avoir diminués, à son arrivée au pouvoir.

Environ 6800 entreprises font de la recherche et développement au Québec, soit

environ 3 % de toutes les entreprises dans la province.

Exploration minière

Pour l'industrie minière, la réduction du crédit d'impôt relatif aux ressources tombe bien mal, les investissements en exploration étant en chute libre depuis 2011.

L'annonce « arrive au moment où nos sociétés d'exploration sont à court de liquidités et doivent sabrer leurs dépenses », constate Valérie Fillion, directrice générale de l'Association de l'exploration minière du Québec (AEMQ).

Il faut toutefois préciser qu'en 2012, le gouvernement Charest avait décrété une baisse encore plus importante du crédit d'impôt relatif aux ressources. Cette baisse devait entrer en vigueur en janvier, mais un sursis d'un an avait été accordé en décembre par le gouvernement Marois.

Même après la coupe de 20 %, l'aide fiscale à l'exploration minière demeurera plus généreuse au Québec que dans les autres provinces. Par contre, le coût de maintien des titres miniers (*claims*) y est plus élevé, d'après l'AEMQ.

Selon l'Institut de la statistique du Québec, les entreprises minières comptent investir 374 millions de dollars en exploration en 2014. Si ces intentions se concrétisent, ce serait la première hausse de ces investissements en trois ans.

Fabrication

Manufacturiers et exportateurs du Québec juge « relativement raisonnables » les coupes appliquées aux crédits d'impôt.

Il faut dire que le premier budget Leitaö prévoit plusieurs mesures en faveur des PME du secteur de la fabrication, dont la baisse de 8 à 4 % du taux d'imposition et la mise en place de Créativité Québec, un programme d'aide à l'innovation de 150 millions.

LES PRINCIPAUX CRÉDITS D'IMPÔT POUR LES ENTREPRISES

	Coût pour l'État en 2013	Économies prévues en 2015-2016 avec la réduction de 20 %
Recherche et développement	792 millions	120 millions
Développement des affaires électroniques	293 millions	37 millions
Matériel de fabrication et de transformation	142 millions	23 millions
Production de titres multimédias	135 millions	22 millions
Ressources (exploration minière)	130 millions	10 millions

Source : ministère des Finances

Le multimédia évalue les dégâts

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE

La réduction de 20 % des programmes de crédits d'impôt aux entreprises annoncée mercredi dans le budget provincial a surpris les éditeurs de jeux vidéo et spécialistes des affaires électroniques, qui peinaient hier à en évaluer les conséquences directes.

Cette évaluation devra toutefois se faire assez rapidement, dans certains cas.

« Le téléphone a commencé à sonner ce matin en provenance de Californie », confiait hier Martin Carrier, vice-président et chef de studio de Warner Bros. Games Montréal. Le siège social de Warner se situe sur la côte Ouest américaine et c'est justement un Québécois, Martin Tremblay, qui assure la direction de la division jeux vidéo.

Le climat général en était un de surprise dans cette industrie.

« Je suis un peu déçu de la rapidité de la prise de décision », s'étonnait Yanick Roy, directeur du studio montréalais de BioWare, une filiale du géant Electronic Arts. « Ça tombe avant même qu'on fasse une étude sur les conséquences potentielles. »

« On s'attendait à une consultation, ajoute M. Carrier, qui est aussi président de l'Alliance Numérique, le regroupement des éditeurs de jeux vidéo. Nous voulions faire valoir la valeur de ces mesures. Nous estimons que le gouvernement réalise un retour de 1,12 \$ pour chaque



Québec compte économiser au moins 87 millions en réduisant de 20 % les crédits d'impôt à la production de titres multimédias et au développement des affaires électroniques. Ci-dessus, des employés d'Ubisoft créent un jeu vidéo.

dollar investi. Nous n'aurons malheureusement pas eu cette opportunité. »

Avec ses quelque 2900 employés à Montréal et Québec, Ubisoft apparaît comme l'éditeur le plus affecté par ces coupes. Son plus récent rapport annuel, publié en 2013, fait état d'une somme de 45,5 millions pour le seul crédit d'impôt pour la production de titres multimédias. La réduction de 20 % signifierait donc un manque à gagner de 9,1 millions.

En réalité, cette somme est manifestement plus élevée. L'entreprise reçoit aussi des crédits d'impôt pour la recherche et développement, eux aussi amputés, et a augmenté le nombre de ses employés admissibles au cours de la dernière année.

L'entreprise française n'a toutefois pas voulu émettre de commentaires hier, indiquant qu'elle souhaitait d'abord prendre le temps d'analyser les impacts.

Les studios de jeux vidéo appartenant à des

multinationales comme ceux d'Ubisoft, Electronic Arts et Warner sont particulièrement susceptibles aux conséquences de ces coupes, puisqu'ils doivent rivaliser sur une base régulière avec les autres filiales de leur groupe pour l'obtention de mandats.

« Il n'y a rien qui va changer demain, mais quand il y aura des discussions à savoir si on veut ajouter un projet ou si on a besoin de grossir, chaque fois, ces choses-là sont prises en compte, confie M. Roy.

C'est certain que ça change le portrait pour le futur d'une manière ou d'une autre. »

Affaires électroniques

La surprise était tout aussi grande chez Keyrus, une entreprise de services informatiques bénéficiaire du crédit d'impôt au développement des affaires électroniques. Ce crédit, qui devait venir à échéance le 31 décembre 2015, avait été prolongé de 10 ans dans une annonce réalisée l'été dernier.

La menace d'une délocalisation est moindre pour Keyrus, convient son directeur général Éric Blanchet, puisque ses consultants œuvrent auprès de clients québécois. Mais les effets pourraient se faire sentir d'une autre façon.

« Nous avons quelques ressources très spécialisées qui commandent des salaires très élevés, explique-t-il. Notre capacité à les embaucher pourrait être limitée, ce qui signifie qu'il faudrait adapter notre offre à notre clientèle. »

Les géants CGI, IBM et Ericsson, grands bénéficiaires des crédits d'impôt réduits mercredi, n'ont pas répondu à nos appels.

Les crédits d'impôt à la production de titres multimédias (135) et au développement des affaires électroniques (293) ont coûté environ 428 millions au gouvernement du Québec l'an dernier, une somme qui progressait d'année en année. Leur réduction de 20 % devrait donc permettre d'économiser un minimum de 87 millions.

PRÉCISION

CHAMBRES D'HÔTEL

Un tableau devant accompagner notre texte sur le Grand Prix et le secteur hôtelier a malencontreusement été omis hier. Il aurait fallu lire que le tarif moyen des chambres au centre-ville de Montréal pour le week-end du Grand Prix était de 283,55 \$ en 2013 et de 337,61 \$ en 2014 (pour une réservation effectuée le 31 mai), en hausse de 19 %. Les taux d'occupation moyens étaient respectivement de 88,1 et 88,6 %.

MARIE-EVE FOURNIER

Les mesures annoncées par Québec au sujet de la taxe sur l'alcool sont bien accueillies par les restaurateurs et les détaillants. Mais les dépanneurs dénoncent la hausse de taxes sur le tabac, qui « risque d'encourager la contrebande ».

« C'est une victoire pour les contrebandiers et une défaite pour les dépanneurs honnêtes. Le gouvernement

lance un signal fort aux criminels que la concurrence déloyale a un bel avenir devant elle », affirme Michel Gadbois, président de l'Association québécoise des dépanneurs en alimentation (AQDA). Il s'agit de la deuxième hausse en 18 mois.

L'Association des restaurateurs du Québec (ARQ) s'est pour sa part réjouie de l'harmonisation des taxes sur l'alcool, qui « corrige une inégalité sans fondement ». « Le fait de fixer des

taux de taxes différents selon le lieu de consommation était tout à fait illogique et inacceptable pour les restaurateurs et les pénalisait grandement », estime son porte-parole François Meunier.

Quant au Conseil canadien du commerce de détail (CCCC), il a salué le fait que Québec accorde un délai de 2 mois aux détaillants pour ajuster le prix des 200 boissons alcooliques qu'ils vendent, en moyenne. En 2012, la hausse avait été immédiate.

HAUSSE D'IMPÔTS

Seule la classe moyenne est à l'abri

DENIS LESSARD

QUEBEC — L'opération devait être neutre à l'origine, mais elle devra désormais contribuer à rééquilibrer les finances du gouvernement Couillard. La future commission sur la fiscalité qu'on confiera à Luc Godbout doit identifier 650 millions de dollars de « dépenses fiscales » à sabrer. Et les haut salariés ne seront pas épargnés.

Car l'engagement de ne pas augmenter les impôts des Québécois a été passablement nuancé hier par le ministre des Finances. « Nous nous engageons à ne pas hausser le fardeau fiscal de la classe moyenne au Québec. Ça, c'est clair, c'est un engagement formel, nous n'allons pas le faire », a soutenu Carlos Leitao au cours de la période des questions, mobilisée par son budget déposé mercredi.

Jusqu'ici, le premier ministre Philippe Couillard n'avait pas limité son engagement aux moyens revenus.

La commission Godbout sur la fiscalité a le mandat de trouver des économies de 650 millions. « Ça va venir des crédits d'impôt », selon le ministre, suggérant que ce sont surtout les entreprises qui encaisseront l'impact des changements.

Même si la croissance de la première moitié de 2014 est « extrêmement faible », le ministre Leitao croit qu'on atteindra 1,8 % sur l'année. « La première moitié de l'année était très difficile, la création d'emplois, en première moitié de l'année, était quasi nulle, voire négative. Les choses vont tourner dans la deuxième moitié », prédit



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

MM. Couillard et Leitao, en campagne électorale, « nous promettaient sans rire que la simple arrivée d'un gouvernement libéral ferait passer la croissance de 1,9 % à 2,1 %. Eh bien, en ouvrant le budget, on constate qu'il y a effectivement eu un effet libéral, puisque la croissance économique est plus faible, à 1,8 % », soutient le chef péquiste Stéphane Bédard.

L'ancien économiste en chef de la Banque Laurentienne. Pour le chef du Parti québécois (PQ), Stéphane Bédard, les pré-

visions du ministre n'inspirent pas confiance. M. Couillard et Leitao, en campagne électorale, « nous promettaient sans rire que la simple arrivée d'un gouvernement libéral ferait passer la croissance de 1,9 % à 2,1 %. Eh bien, en ouvrant le budget, on constate qu'il y a effectivement eu un effet libéral, puisque la croissance économique est plus faible, à 1,8 % », soutient M. Bédard.

Même si la croissance de la première moitié de 2014 est « extrêmement faible », le ministre Carlos Leitao croit qu'on atteindra 1,8 % sur l'année.

Durant la campagne encore, M. Couillard promettait que l'effet libéral allait créer plus d'emplois en 2014. Or, dans le budget, on « reconnaît finalement qu'il y a eu 47 800 emplois créés par le Parti québécois l'année passée.

Des millions de plus en impôts pour les centres financiers internationaux

MARTIN VALLIÈRES

Parmi les crédits d'impôt aux entreprises qui sont réduits de 20 % dans le premier budget du gouvernement Couillard, on retrouve celui lié aux salaires versés par les centres financiers internationaux à Montréal, c'est-à-dire les CFI dans le jargon du secteur.

Selon le regroupement Finance Montréal, on dénombre 59 CFI à Montréal qui emploient 952 personnes, pour la plupart des spécialistes des transactions internationales d'actifs financiers et de devises.

« Il n'y a pas de doute que le crédit d'impôt québécois sur les salaires était l'un de nos principaux éléments pour attirer et implanter des CFI à Montréal. Et pour mieux concurrencer des endroits comme le Luxembourg et Singapour, par exemple, qui ont beaucoup d'autres atouts »

— Éric Lemieux, directeur général des regroupements Finance Montréal et CFI-Montréal

Pour tous ces CFI, le crédit d'impôt du Québec sur les salaires représentait une valeur de 19 millions par année en moyenne en subvention fiscale, à raison de 30 % des coûts salariaux jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par emploi admissible.

Selon une estimation préliminaire de Finance Montréal, la réduction de 20 % du crédit d'impôt aux salaires dans les CFI équivaldra à une « perte » de subvention fiscale de l'ordre de 3000 à 4000 \$ par emploi. Ou quelque 3 millions par année parmi tout le contingent actuel des CFI.

Le montant semble minime à première vue, admet Éric Lemieux, directeur général des regroupements Finance Montréal et CFI-Montréal. Mais en fait, explique-t-il, il s'agira de coûts additionnels de rémunération dans un secteur où Montréal peine déjà à soutenir la concurrence d'autres villes aussi très ambitieuses pour attirer des activités financières de niveau international.

« Il n'y a pas de doute que le crédit d'impôt québécois sur les salaires était l'un de nos principaux éléments pour attirer et implanter des CFI à Montréal. Et pour mieux concurrencer des endroits comme le Luxembourg et Singapour, par exemple, qui ont

beaucoup d'autres atouts », selon M. Lemieux.

Cela dit, il estime encore prématuré d'évaluer ou de quantifier les effets d'une réduction de 20 % du crédit d'impôt sur les salaires des CFI. Entre autres parce qu'une telle évaluation dépend d'autres facteurs importants pour les CFI à Montréal, comme la qualité des compétences disponibles et l'évolution de tout le secteur des services financiers.

« D'emblée, cette réduction de crédit d'impôt signifie quelques milliers de dollars de plus en coûts par employé pour les CFI. Mais est-ce que ça suf-

fira à dissuader la création d'autres emplois dans les CFI ou l'implantation de nouveaux CFI? C'est trop tôt pour le savoir », affirme Éric Lemieux.

« Mais au moins, la réduction du crédit d'impôt n'est pas particulière aux CFI, car elle touche les crédits d'impôt dans tous les secteurs. Aussi, on ne parle pas d'une abolition du crédit d'impôt, ce qui serait très grave pour les CFI, mais d'une petite réduction en fonction des défis budgétaires de tout le gouvernement québécois. »

LES CFI À MONTRÉAL

- > 59 sociétés accréditées qui regroupent 952 employés
- > Masse salariale : près de 70 millions par année
- > Subvention fiscale du Québec : environ 19 millions par année en crédit d'impôt sur les salaires
- > Principaux exploitants de CFI : les banques canadiennes et québécoises, le Mouvement Desjardins, Fiera Capital, Jarislowsky Fraser, Société Générale et BNP Paribas (France), State Street et Merrill Lynch (États-Unis)

Source : Finance Montréal

Il y a, par contre, une mauvaise nouvelle. Cette année, on prévoit 31 300 nouveaux emplois », renchérit le chef péquiste.

« Je préfère de loin et je crois que la population également préfère de loin un gouvernement qui sous-promet, mais qui "sur-réussit". Ce sera le cas de notre gouvernement », réplique Philippe Couillard.

Des précisions

Plusieurs chiffres évoqués dans le budget ont été précisés hier : le ministre Pierre Arcand a précisé que ce sont environ 75 millions que récoltera Québec en changeant les règles quant au partage des revenus d'Hydro-Québec. On prévoyait un partage moitié-moitié entre les abonnés et le gouvernement. Or, Québec prendra tout jusqu'à l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

Les consommateurs industriels seront touchés au premier chef. Francine Charbonneau, responsable de la Famille, a précisé que ce sont 45 millions qu'allait puiser Québec dans les surplus des centres de la petite enfance (CPE), lesquels atteignent 196 millions.

M^{me} Charbonneau a croisé le fer avec la critique péquiste Mathieu Traversy. Selon le député de Masson, le budget reporte de plusieurs années l'atteinte des 300 000 places nécessaires pour compléter le réseau des garderies. Selon M^{me} Charbonneau, les statistiques montrent que c'est sous les gouvernements libéraux qu'il s'est le plus créé de places : 2500 par exemple en 2011-2012 comparativement à 1750 sous le gouvernement Marois. « Alors, le député se lève pour nous accuser de ne faire que 6300 places l'an prochain ! », a-t-elle lancé.

Selon le péquiste Jean-François Lisée, les plus démunis doivent se préparer aux « années de plomb » du régime libéral. Le budget Leitao ne répond pas « aux demandes de la Ville de Montréal et de tous les groupes pour une vraie politique de l'itinérance, 600 000 \$ pour les femmes itinérantes, 1 million pour les autochtones, 4 millions pour les autres. C'est non. Pour les itinérants au Québec, les années libérales seront des années de plomb », a lancé l'ex-ministre de Montréal.

Selon Lucie Charlebois, responsable de la Santé publique, déjà 500 millions sont aiguillés vers ces clientèles vulnérables. Et en dépit d'un « contexte budgétaire difficile, on a non seulement maintenu le budget, mais augmenté de 5 millions », a-t-elle dit.

MOODY'S DOUTE

« L'objectif de parvenir à un budget équilibré pour 2015-2016 repose sur un changement important dans les habitudes de dépenses des dernières années et sur des mesures fiscales d'un comité d'examen spécial qui n'a pas encore été formé. Considérant cela, de même que la détérioration récente des soldes budgétaires par rapport aux cibles annoncées, l'atteinte d'un budget équilibré en 2015-2016 paraît ambitieux à ce stade-ci. »

— Michael Yake, vice-président adjoint et analyste chez Moody's Canada

Merci, Marcel.

Ta passion, ton expertise
et ta générosité ont su inspirer
tout le monde d'Intact.

Ta présence à nos côtés
a largement contribué
à nos succès
pendant près de 15 ans.

Tu vas nous manquer,

Marcel Côté.



LA PRESSE AFFAIRES

SOUS LA LOUPE PME

MARTIN PRIMEAU, COLLABORATION SPÉCIALE

LES FROMAGES DU VERGER

En couple comme en affaires

Travailler avec son conjoint peut amener son lot de circonstances problématiques. Gérer une PME ajoute une couche supplémentaire. Brigitte Maillette et Michel Guérin, de l'entreprise Les Fromages du verger, en savent quelque chose. Ils nous confient comment ils gèrent à la fois leur vie personnelle et leur vie professionnelle en tant que partenaires d'affaires.

Michel Guérin et Brigitte Maillette n'avaient pas idée de ce que la vie allait leur apporter lorsqu'ils se sont croisés une première fois au début des années 2000. Brigitte venait alors de se joindre à la boîte pharmaceutique où Michel occupait un poste de gestionnaire en production de produits stériles. Quelques mois plus tard, après qu'elle eut finalement quitté l'entreprise, une relation se révélait. Relation qui allait

« On n'était pas heureux dans nos emplois et on avait chacun envie de devenir nos propres patrons. » — Brigitte Maillette

conduire à une naissance en 2005, mais aussi à une remise en question, explique Brigitte Maillette. « On n'était pas heureux dans nos emplois et on avait chacun envie de devenir nos propres patrons », confie-t-elle. Profitant de son congé parental, Michel entame alors un projet d'entreprise. « On

ne savait pas exactement ce qu'on souhaitait faire, explique-t-il. On a pensé à lancer une petite entreprise pharmaceutique, mais on a finalement choisi de se tourner du côté de l'agroalimentaire. » Construisant son plan d'affaires, il découvre une occasion du côté de la production de fromages à base de lait de brebis. Le projet était sérieux. Quelques semaines plus tard, Brigitte et lui entamaient une série de cours en transformation fromagère, sous l'égide de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Puis, à l'été 2007, c'est le grand jour. Le couple met la main sur un verger à Saint-Joseph-du-Lac. C'est là que naissent Les Fromages du verger. Après avoir bâti une bergerie, le couple se procure 60 brebis en gestation prêtes à fournir leur lait. Un an plus tard, l'entreprise vendait ses premiers fromages. Vie de couple Gérer vie de couple et vie en affaires s'est fait de soi, racontent tour à tour les conjoints. Chacun a trouvé sa niche, Michel se charge essentiellement de l'élevage, des travaux sur le terrain et des comptes



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE
Michel Guérin et Brigitte Maillette auront une décision d'importance à prendre prochainement : croître ou rester petit.

fournisseurs, Brigitte supervise les étapes de transformation et s'occupe de la boutique et du reste de la comptabilité. « Chacun gère ses propres employés », indique aussi Michel. « On a chacun nos secteurs et on respecte la ligne », ajoute Brigitte. Cette dernière admet tout de même que gérer travail et famille n'aura pas toujours été facile. C'était spécialement vrai au tout début; le couple venait alors d'avoir

un bébé et se chargeait aussi des deux premiers enfants de Michel. Mais aujourd'hui, tout va pour le mieux, indique Brigitte. « C'est devenu notre façon de vivre: l'entreprise fait partie de nos vies. » Le duo tente tout de même de garder une vie équilibrée. « On essaie de décrocher, mais c'est difficile, surtout parce qu'on habite aussi sur notre lieu de travail, explique Brigitte. Pour décrocher, il faut sortir d'ici. »

Le couple s'offre ainsi des cours de danse sociale une fois par semaine. Il s'échappe aussi en faisant de courts voyages lorsqu'il peut se le permettre. Côté direction de l'entreprise, Brigitte et Michel ne font qu'un. « Les décisions importantes se prennent à deux », explique ce dernier. D'ailleurs, ils en auront une d'importance à prendre prochainement: croître ou rester petit. Une question que se pose tôt ou tard tout entrepreneur qui connaît du succès.

LES FROMAGES DU VERGER

LE DÉFI
Brigitte Maillette et Michel Guérin souhaitaient changer de vie et devenir leurs propres patrons.

LA SOLUTION
Ensemble, ils ont lancé une entreprise agricole. Désormais, ils partagent à la fois leur vie personnelle et leur vie professionnelle.

LE PORTRAIT
Entreprise: Les Fromages du verger
Année de fondation: 2007
Employés: 4 à l'année, 12 l'été
Cofondateurs: Michel Guérin et Brigitte Maillette
Secteurs: Agrotourisme, production de pommes et de fromages, élevage

AU-DELÀ D'UN ABRI, LA RUE DES FEMMES LEUR REDONNE LEUR DIGNITÉ



MERCI AUX GRANDS DONATEURS D'AIDER CES FEMMES

 **La rue des femmes**
Redonner un sens à la vie
laruedesfemmes.org

Grands mécènes :



La fondation Velan
The Velan Foundation



POWER CORPORATION DU CANADA



Desjardins

Saputo Les profits bondissent de 19 %

Le fromager québécois Saputo a vu son bénéfice net bondir de 19 % pour se chiffrer à 119,8 millions de dollars au quatrième trimestre, aidé par des acquisitions aux États-Unis, ainsi que dans le reste du monde, qui ont contrebalancé des profits moins élevés au Canada. Pour la période terminée le 31 mars dernier, le résultat par action diluée s'est chiffré à 61 cents, comparativement à 51 cents, ou 100,5 millions, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Sur une base ajustée, le

résultat de Saputo a été de 151,9 millions, ou 78 cents par action, soit 4 cents de plus que les prévisions des analystes. Au quatrième trimestre de l'an dernier, le résultat ajusté de l'entreprise avait été de 129,2 millions, ou 65 cents par action. Les revenus se sont, quant à eux, chiffrés à 2,49 milliards, en progression de 21 % par rapport à 2,05 milliards à la période correspondante de l'exercice précédent. Le titre a perdu 14 cents hier, à la Bourse de Toronto, pour finir la journée à 58,95 \$.

— La Presse Canadienne



AVIS

800

801

AVIS LÉGAUX

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
AVIS est par les présentes donné qu'à la suite du décès de **NORMAND PINSONNEAULT**, en son vivant domicilié au 508-3300 boulevard Le Carrefour, Laval (Québec) H7T 0A1, survenu le 6 décembre 2013, un inventaire des biens du défunt a été préparé par la liquidatrice de la succession, soit Dre Céline Pinsonneault, le 3 juin 2014, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, au bureau de la Fiducie privée MD a/s Me Nathalie B. Poisson, notaire, au 650 – 1000, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal (Québec) H3B 4W5. Donné à Montréal, ce 3 juin 2014 Société de fiducie privée MD, mandataire de la liquidatrice successorale

AVIS

Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule : « Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant. »

801

AVIS LÉGAUX

Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de **GILLES FONTAINE** en son vivant domicilié au 1271 rue Bélanger, MONTRÉAL (Québec) H2S 1J1, survenu le 27 novembre 2012, un inventaire des biens du défunt a été fait par les liquidateurs successoraux, Michel FONTAINE et Hélène FONTAINE, le 04 juin 2014, à MONTRÉAL, devant Me Gabriel DUMONT, notaire, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Gabriel DUMONT, notaire, sise au 1875, ouest, boulevard René Lévesque, bureau 100, MONTRÉAL, (Québec), H3H 1R4. DONNÉ ce 04 juin 2014, Me Gabriel DUMONT, notaire procureur de la succession

850

AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que l'**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PROFESSEURS ET PROFESSEURS DE DESSIN TECHNIQUE** demandera au Régistrateur des entreprises la permission de se dissoudre.
Marjolaine Roy

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Taux de chômage (Can.) mai: **6,9 %** avril: **6,9 %**
Taux de chômage (É.-U.) mai: **6,4 %** avril: **6,3 %**

LUNDI 9 JUIN

Hertz Global BPA 1T: **9 cUS**
Limoneira BPA 2T: **14 cUS**

MARDI 10 JUIN

Commerce de gros (É.-U.) avril: **0,5 %** mars: **1,1 %**
Mediagrip Int. BPA 4T: **23 c**
Oxford Ind. BPA 1T: **87 cUS**

MERCREDI 11 JUIN

ADF BPA 1T: **1 c**
Evertz Tech. BPA 4T: **21 c**
H&R Block BPA 4T: **3,20 \$US**

JEUDI 12 JUIN

Ventes au détail (É.-U.) mai: **0,4 %** avril: **0,0 %**
BRP BPA 1T: **9 c**
Dollarama BPA 1T: **77 c**
Transat AT BPA 2T: **-35 c**

VENDREDI 13 JUIN

Ind. des prix à la prod. (É.-U.) mai: **2,3 %** avril: **1,9 %**
Multi-Color BPA 4T: **57 c**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresse.ca

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

7			8		4			
8		2		5			7	6
						3	5	
							6	2
				3				
4	7		9		5	1		
		4	7		8			
						9	3	
1				4				

Niveau de difficulté : DIFFICILE

2912

Par Fabien Savary

2911

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

4	9	1	5	2	7	8	3	6
2	8	6	1	3	9	4	5	7
5	7	3	4	8	6	9	1	2
7	1	8	9	5	4	2	6	3
9	3	2	8	6	1	7	4	5
6	4	5	3	7	2	1	9	8
8	5	9	2	4	3	6	7	1
1	2	7	6	9	5	3	8	4
3	6	4	7	1	8	5	2	9

Leitao et la prochaine Osisko



En réduisant de 20 % une série de crédits d'impôt aux entreprises, le premier budget Leitao a confirmé la volonté du gouvernement libéral d'être moins interventionniste dans l'économie québécoise. On peut se demander jusqu'où ira ce plus grand laisser-aller lorsque viendra le temps d'assurer la protection d'entreprises québécoises qui font l'objet d'une tentative de prise de contrôle (OPA) hostile.

Dans la foulée de la présentation de son budget, mercredi, le ministre des Finances Carlos Leitao a fait une déclaration surprenante à un journaliste du *Financial Post* qui le questionnait sur l'attitude que le gouvernement libéral entendait adopter à l'égard des entreprises à contrôle québécois.

« Nous sommes plus intéressés à créer de nouveaux sièges sociaux, à en attirer de nouveaux, qu'à protéger ceux qui existent déjà », a déclaré M. Leitao au journaliste du *Post*.

Le nouveau ministre des Finances a enchaîné en précisant que le gouvernement libéral avait décidé de revenir sur un de ses engagements de la dernière campagne électorale,

lequel prévoyait d'utiliser jusqu'à 20 % des sommes accumulées dans le Fonds des générations (5,6 milliards de dollars à ce jour) pour prendre des participations au capital de sociétés faisant l'objet d'OPA hostiles.

Québec juge maintenant qu'Investissement Québec sera financièrement en mesure de réaliser à elle seule pareilles opérations de sauvetage financier.

Ce qui n'est pourtant pas le cas. Lorsque la chaîne de quincailleries Rona a dû faire face à l'éventualité d'une OPA hostile de la part du groupe américain Lowe's, en 2012, il a fallu la mobilisation de plusieurs investisseurs institutionnels québécois pour constituer une masse de blocage conséquente.

La Caisse de dépôt et placement, Investissement Québec, le Fonds de solidarité FTQ et la Banque Nationale avaient tous répondu à la préoccupation du ministre des Finances, Raymond Bachand, qui avait statué que Rona était un actif stratégique qu'il fallait protéger.

Si l'intervention financière directe d'un gouvernement

pour empêcher la réalisation d'une transaction sur les marchés peut en rebuter plus d'un, beaucoup souhaitent cependant que les lois sur les valeurs mobilières assurent un meilleur traitement aux investisseurs à long terme.

Un groupe de chefs d'entreprise québécois a déposé avant les dernières élections des recommandations au gouvernement en vue d'obtenir une meilleure protection des sièges sociaux qui sont vulnérables au Québec.

Ils souhaitent notamment que les actionnaires de longue date puissent bénéficier d'une

préoccupations des opposants à cette transaction.

L'offre de Goldcorp, estimée à 6,21\$ par action d'Osisko, a été battue par une proposition du groupe torontois Yamana Gold, appuyée financièrement par la Caisse de dépôt et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada.

Les trois partenaires ont concocté une transaction qui valorisait à 7,60 \$ l'action d'Osisko, tout en assurant l'intégrité de l'entreprise et de son siège social québécois.

Finalement, Yamana Gold s'est associée à la torontoise Agnico Eagle pour présenter

Mais, au bout du compte, une offre plus généreuse est survenue », m'a expliqué hier, fataliste, Michael Sabia, PDG de la Caisse de dépôt.

M. Sabia se dit toujours convaincu qu'il vaut la peine de faire le maximum pour protéger les sièges sociaux québécois. « C'est beaucoup plus qu'un bureau. Ce sont des investissements, du capital, de la productivité. Notre objectif est de travailler pour que les entreprises québécoises se développent », rappelle-t-il.

Avec d'autres dirigeants institutionnels d'envergure, tels l'OIRPC, Mackenzie ou AXA, Michael Sabia cherche à faire en sorte que la voix des actionnaires « citoyens », qui investissent dans une perspective à long terme, soit entendue pour soustraire les PDG de sociétés publiques à la tyrannie du rendement à court terme.

Comment s'y est-il pris pour convaincre la société Trimark de faire preuve de patience et d'accepter que Rona se restructure alors que la firme de placement torontoise, un important actionnaire de Rona, militait en faveur de sa vente à l'américaine Lowe's ?

« Il y aurait beaucoup à dire. Disons qu'on leur a beaucoup parlé, et ils ont compris qu'il serait plus payant d'attendre que le marché se replace. Ils ont vu la nomination de Robert Chevrier à la présidence du conseil et ils ont accepté son plan de redressement », résume Michael Sabia.

« Nous sommes plus intéressés à créer de nouveaux sièges sociaux, à en attirer de nouveaux, qu'à protéger ceux qui existent déjà », a déclaré le ministre des Finances Carlos Leitao à un journaliste du « Post ».

voix prépondérante, advenant une offre d'achat hostile, comme la législation de certains États américains le permet.

La Caisse y croit toujours

Cette mobilisation récente du Québec inc. s'est déployée au moment même où Osisko, la seule société minière québécoise d'envergure, faisait l'objet d'une OPA hostile du groupe torontois Goldcorp. La disparition assurée du siège social d'Osisko comptait parmi les

une offre évaluée à 8,15\$ pour chaque action d'Osisko.

La transaction a obtenu le feu vert des actionnaires d'Osisko la semaine dernière à Montréal, et l'entreprise ne comptera plus qu'un petit groupe d'employés qui travaillera sur un projet de mine au Mexique, tout en récoltant des redevances sur les activités de celle de Malartic.

« On a tenté de donner une marge de manœuvre à Osisko en présentant une offre très créative avec Yamana Gold.

Consolidation dans l'œuf et la volaille

MARIE-EVE FOURNIER

Deux importantes transactions dans le secteur agroalimentaire ont été annoncées hier. Exceldor, de Lévis, achète l'ontarienne Parrish & Heimbecker (P&H Foods), connue pour ses volailles Butterball. Et le Groupe Nutri, de Saint-Hyacinthe, met la main sur Les œufs Ovale, qui détiennent 30 % des parts du marché de l'œuf au Québec.

Exceldor d'un océan à l'autre

L'entente entre la coopérative Exceldor et P&H Foods (400 employés) comprend une usine de transformation de dindons à Hanover, en Ontario, et une participation dans l'usine de surtransformation de volailles de Golden Valley Farms à Arthur, en

Ontario. La marque Butterball est utilisée au Canada en vertu d'un accord avec l'entreprise américaine Butterball, de Caroline-du-Nord. Fondée en 1909, Parrish & Heimbecker est une entreprise familiale privée.

« L'acquisition de P&H Foods nous permet [...] d'étendre nos activités à l'extérieur du Québec. [...] Nous sommes très enthousiastes devant les possibilités de croissance que nous amène la marque Butterball. »

— René Proulx, PDG d'Exceldor

À la suite de cette transaction dont le montant n'a pas été divulgué, le chiffre d'affaires d'Exceldor s'élèvera à 625 millions de dollars (comparativement à 500 millions aujourd'hui) et ses produits seront vendus partout au Canada. Exceldor possède

quatre usines au Québec, à Saint-Damase, Saint-Anselme, Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Agapit.

« L'acquisition de P&H Foods nous permet [...] d'étendre nos activités à l'extérieur du Québec. [...] Nous som-

une division de Premium Brands, entreprise établie en Colombie-Britannique.

Groupe Nutri achète à l'est

Groupe Nutri, par l'intermédiaire de l'entreprise Nutri-Œuf, achète Les œufs Ovale, dont les installations sont situées à Saint-Lambert-de-Lauzon, près de Lévis. Les œufs Ovale affirment être « le plus grand classificateur d'œufs de l'Est du Canada ». Chaque année, plus de 30 millions de douzaines d'œufs sont classifiées et emballées dans son usine qui emploie 60 personnes. Ses œufs sont vendus dans « l'ensemble des supermarchés et des épiceries du Québec et du Nouveau-Brunswick » sous les marques Ovale et Jaune doré.

À la suite de cette transaction (montant confidentiel), Groupe Nutri regroupera six usines au Canada. Ses parts de marché seront d'environ 60 % au Québec et de 25 % au Canada.

« La croissance soutenue que nous avons connue au cours des dernières années se concrétise aujourd'hui par cette acquisition majeure et stratégique, qui vient une fois de plus démontrer la solidité de notre modèle d'affaires, où ce sont les producteurs qui sont propriétaires », a déclaré Michel Gauvin, président du conseil d'administration de Groupe Nutri.

Créé en 2005, Groupe Nutri emploie 300 personnes et traite annuellement plus de 1,7 milliard d'œufs réguliers et de spécialités (oméga, biologique, brun) et d'œufs transformés. Nutri-Œuf, de Saint-Hyacinthe, existe depuis 1987.

Deloitte.

AU CANADA

LES SOCIÉTÉS

LES MIEUX

GÉRÉES

Stimulons l'innovation.

Vous n'avez pas peur de sortir des sentiers battus?

Déposez votre candidature dès aujourd'hui au www.societeslesmieuxgerees.ca

Joignez-vous à la conversation des #Mieuxgérées

Suivez @DeloitteCanada

Cliquez sur « J'aime » sur Deloitte Canada

Partenaires du programme

Deloitte.

CIBC

POUR CE QUI COMPTÉ DANS VOTRE VIE

LA PRESSE +

Queens

SCHOOL OF BUSINESS

MacKay

CEO Forums

Commanditaire de forums

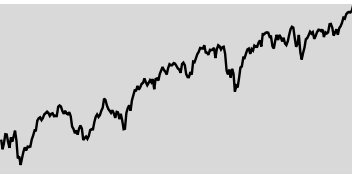
© Deloitte S.E.N.C.R.L.A.s.r.l. et ses sociétés affiliées.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



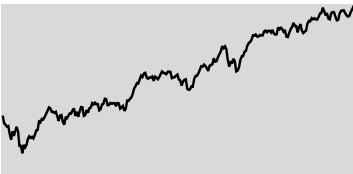
FERMETURE 1 940,46
VAR. 1J 0,65 %
52 SEM. HAUT 1 941,74 BAS 1 560,33

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	51 558,79	-274,19	-0,53
CAC 40 (France)	4 548,73	47,73	1,06
DAX (Allemagne)	9 947,83	21,16	0,21
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	3 029,80	8,16	0,27
FTSE 100 (Angleterre)	6 813,49	-5,14	-0,08
Hang Seng (Hong Kong)	23 109,66	-42,05	-0,18
Mexico Bolsa (Mexique)	42 173,03	219,73	0,52
FTSE MIB (Italie)	21 951,07	328,30	1,52
NIKKEI 225 (Japon)	15 079,37	11,41	0,08
S&P/ASX 200 (Australie)	5 436,88	-7,95	-0,15
Shanghai (Chine)	2 040,88	16,04	0,79
Swiss Market (Suisse)	8 643,28	-17,80	-0,21

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 14 800,18
VAR. 1J 0,02 %
52 SEM. HAUT 14 821,73 BAS 11 759,04

PLUS ACTIFS	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
OSISKO MINING (OSK)	13 152 702	8,18	1,24
JUST ENERGY (JE)	5 822 156	6,55	6,50
PETROWEST (PRW)	5 220 385	1,33	3,91
BOMBARDIER (BBD.B)	4 665 676	3,73	0,81
B2GOLD CORP (BTO)	4 414 704	2,53	-0,39
AIR CANADA/B (AC.B)	4 374 173	9,93	4,42
YAMANA GOLD (YRI)	4 310 603	8,11	0,75
SURGE ENERGY (SGV)	4 237 224	7,16	1,85
MANULIFE FINAN. (MFC)	3 727 320	20,76	0,34
MOLY MINES (MOL)	3 254 688	0,07	-18,75
TALISMAN ENER. (TLM)	3 175 742	11,11	-0,45
ENCANA (ECA)	3 028 123	25,64	-0,31
EASTERN PLATI. (ELR)	2 877 604	1,10	0,00
KINROSS GOLD (K)	2 651 999	4,27	3,14
BANQUE TD (TD)	2 551 806	54,53	-0,31
PACIFIC RUBIALES (PRE)	2 457 373	21,85	1,06

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
TVI PACIFIC (TVI)	153 896	0,02	50,00
AURA MINERALS (ORA)	163 200	0,14	40,00
AMER. BONANZA (BZA)	100 000	0,02	33,33
INTL DATACAS. (IDC)	252 500	0,13	30,00
AVNEL GOLD MIN. (AVK)	5 000	0,17	25,93

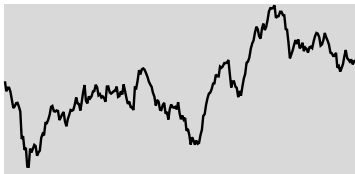
EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
AUTOCANADA (ACO)	169 554	87,67	5,62
LOGISTEC (LGT.A)	1 427	77,97	3,47
CANADIAN PACIF. (CP)	336 471	193,93	3,21
ROYAL GOLD (RGL)	8 185	70,90	2,09
RICHELIEU HARDW. (RCH)	9 903	51,97	1,97

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
VENA RES. (VEM)	167 000	0,04	-33,33
LIBERTY SILVER (LSL)	23 000	0,05	-23,08
MOLY MINES (MOL)	3 254 688	0,07	-18,75
OROSUR MINING (OMI)	14 000	0,21	-16,33
QUEST RARE (ORM)	723 477	0,39	-15,38

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
COGECO CABLE (CCA)	104 872	61,80	-2,16
SHAWCOR (SCL)	239 565	57,30	-1,36
FAIRFAX FINAN. (FFH)	23 699	512,49	-1,31
WINPAK (WPK)	8 903	26,10	-1,26
GLUSKIN SHEFF (GS)	98 807	32,35	-1,18

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 985,92
VAR. 1J 0,36 %
52 SEM. HAUT 1 050,26 BAS 859,31

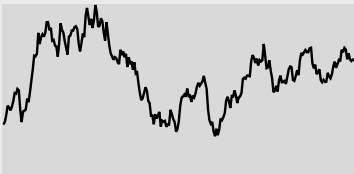
PLUS ACTIFS	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
MADALENA ENER. (MVN)	7 786 011	0,51	-19,05
THERALASE TECH. (TLT)	3 939 585	0,34	7,94
PATIENT HOME (PHM)	3 444 530	0,26	0,00
FULL METAL MIN. (FMM)	3 355 633	0,04	40,00
XMET (XME)	3 346 867	0,04	14,29
NOVX21 (NOV)	2 483 150	0,12	9,09
LX VENTURES (LXV)	2 273 564	0,09	-5,56
SPARTAN ENERGY (SPE)	2 154 530	4,00	-0,74
JOURDAN RES. (JOR)	1 927 940	0,03	25,00
AVANTI MINING (AVT)	1 744 467	0,12	0,00

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme

> 12 mois



102,48\$US

Pétrole	WEST TEXAS INT.	BRENT
Fermeture	102,48 \$US	108,79 \$US
Variation 1 JOUR	-0,16 \$US	+0,39 \$US
Variation 1 SEM.	-1,06 %	-1,07 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1A (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	23,46	0,00	0,00	19,09
S&P/TSX 60 (XIU)	21,33	-0,04	-0,19	18,90
S&P/TSX fin. (XFN)	30,55	-0,05	-0,16	24,14
S&P/TSX éner. (XEG)	20,17	-0,01	-0,05	28,72
S&P/TSX or (XGO)	10,76	0,16	1,51	-16,65
Oblig. c. terme (XSB)	28,64	0,01	0,03	-0,52
Oblig. l. terme (XBB)	30,70	0,00	0,00	-1,35
S&P 500 (XSP)	22,43	0,15	0,65	21,09

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
MATÉRIAUX	2 187,30		0,81		5,58			
▲ Semafo (SMF)	3,70	0,10	2,78	13 928	32,62	4,93	1,23	0,00
▲ Prod. Forest. Résolu (RFP)	16,92	0,37	2,24	14	-0,88	24,04	12,84	0,00
▲ Goldcorp (G)	25,46	0,35	1,39	14 965	10,50	33,80	21,87	0,60
▲ Osisko (OSK)	8,18	0,10	1,24	131 527	73,67	8,20	2,98	0,00
▲ Teck Res. (TCK.B)	24,07	0,24	1,01	16 731	-12,95	31,25	21,11	0,90
Barrick Gold (ABX)	17,56	0,16	0,92	21 649	-6,15	23,78	14,22	0,20
Agrium (AGU)	99,51	0,73	0,74	4 396	2,41	108,28	83,46	3,00
Domtar (UFS)	101,11	0,34	0,34	18	0,89	127,82	67,67	3,00
Potash (POT)	38,76	-0,15	-0,39	10 453	10,68	43,23	29,67	1,40
Virginia Mines (VGQ)	12,13	-0,07	-0,57	119	5,94	14,45	8,09	0,00
Groupe Canam (CAM)	13,54	-0,11	-0,81	1 108	-0,51	15,48	8,70	0,16
▼ First Quantum (FM)	21,90	-0,23	-1,04	23 242	14,42	23,50	14,22	0,19
SERVICES PUBLICS	1 880,64	pts	0,63		6,64			
▲ Brookfield Infra. (BIP.U)	45,48	0,77	1,72	605	9,20	45,72	35,30	1,91
▲ Can. Utilities (CU)	39,65	0,57	1,46	2 378	11,16	41,68	33,47	1,07
Innerger (INE)	10,38	0,08	0,78	676	-2,08	11,43	8,37	0,60
Valener (VNR)	15,70	-0,01	-0,06	355	3,09	16,40	15,17	1,00
▼ Boralex (BLX)	13,65	-0,19	-1,37	199	26,16	14,00	9,76	0,52
INDUSTRIELLES	2 192,13	pts	0,56		9,01			
▲ Cascades (CAS)	6,37	0,33	5,46	2 031	-7,41	7,60	5,08	0,16
▲ Canadian Pacifique (CP)	193,93	3,21	1,68	3 365	20,72	194,04	120,13	1,40
▲ CAE (CAE)	14,80	0,16	1,09	5 935	9,55	15,54	10,24	0,24
Bombardier (BBD.B)	3,73	0,03	0,81	46 657	-19,08	5,43	3,44	0,10
WSP Global (WSP)	38,92	0,31	0,80	644	23,40	38,99	22,61	1,50
SNC-Lavalin (SNC)	53,75	0,42	0,79	5 581	12,47	54,50	39,47	0,96
Canadian National (CNR)	66,38	-0,03	-0,05	10 159	9,61	66,62	49,01	1,00
Intertape Polymer (ITP)	12,63	-0,05	-0,39	1 280	-9,98	15,62	11,12	0,00
▼ Stella-Jones (SJ)	29,82	-0,33	-1,09	331	9,43	32,74	23,00	0,28
▼ Transforce (TFI)	24,30	-0,59	-2,37	3 072	-3,80	25,88	19,41	0,58
TECHNOLOGIES	151,24	pts	0,53		5,03			
▲ Mediagrip (MDF)	18,24	0,34	1,90	17	-2,98	20,93	17,51	0,40
CGI (GIB.A)	36,71	0,26	0,71	7 175	3,29	41,47	29,42	0,00
Exfo (EXF)	4,87	0,03	0,62	62	-3,75	6,04	4,07	0,00
CONSUMMATION COURANTE	2 752,22	pts	0,47		7,36			
▲ George Weston (WN)	79,97	1,23	1,56	2 765	3,19	89,97	74,89	1,68
▲ Loblaw (L)	46,99	0,71	1,53	15 577	10,88	52,06	40,82	0,98
Jean Coutu (P/C.A)	23,90	0,18	0,76	1 911	29,82	25,10	16,01	0,40
Couche-Tard (ATD.B)	29,08	0,08	0,28	4 431	9,21	31,49	18,72	0,13
Lassonde (LAS.A)	109,29	0,29	0,27	7	4,27	118,40	85,05	1,60
Molson Coors (TPX.B)	71,75	0,05	0,07	26	20,28	73,99	49,60	1,60
Rogers Sugar (RSI)	4,44	0,00	0,00	982	-17,63	6,27	4,28	0,36
Saputo (SAP)	58,95	-0,14	-0,24	5 184	21,82	60,04	46,01	0,92
Metro (MRU)	67,10	-0,18	-0,27	3 714	3,39	75,81	60,00	1,20
FINANCE	2 205,02	pts	-0,14		5,49			
▲ CI Financier (CIX)	35,75	0,80	2,29	11 257	1,13	37,00	29,38	1,20
Financière Power (PWF)	33,52	0,29	0,87	2 685	-6,89	36,79	29,55	1,40
Banque Laurentienne (LB)	48,46	0,40	0,83	1 069	3,28	48,48	42,41	2,08
San Life (SLF)	38,25	0,23	0,60	17 311	1,95	40,15	29,22	1,44
Financière IGM (IGM)	51,59	0,22	0,43	2 203	-8,02	57,11	43,67	2,15
Cominar (CUF.U)	19,09	0,08	0,42	1 384	3,52	22,58	17,46	1,44
Intact (IFC)	73,82	0,30	0,41	1 359	6,41	74,00	56,44	1,92
Great-West (GWO)	29,38	0,10	0,34	3 358	-10,29	33,56	27,30	1,23
Manuvie (MFC)	20,76	0,07	0,34	37 273	-0,95	22,22	15,70	0,52
Power Corp (POW)	29,66	0,00	0,00	7 656	-7,17	32,82	26,65	1,16
Banque CIBC (CM)	96,58	-0,23	-0,24	10 756	6,46	99,72	73,89	4,00
Sennevest Capital (SEC)	156,63	-0,37	-0,24	5	14,70	174,00	96,00	0,00
Fairfax (FFH)	512,49	-1,31	-0,25	234	20,84	529,49	393,01	3,03
Banque de Montréal (BMO)	76,80	-0,20	-0,26	9 064	8,46	77,45	58,68	1,12
Banque TD (TD)	54,53	-0,17	-0,31	25 518	8,94	54,84	40,24	1,88
Banque Nationale (NA)	45,69	-0,17	-0,37	10 669	3,38	47,22	36,07	1,92
Ind. Alliance (IAG)	42,19	-0,17	-0,40	2 573	-10,14	49,99	38,09	1,04
Banque Royale (RY)	74,57	-0,33	-0,44	18 530	4,43	75,93	58,55	2,84
Banque Scotia (BNS)	70,18	-0,32	-0,45	15 139	5,65	70,63	55,10	2,56
Onex (OCX)	66,52	-0,40	-0,60	1 187	15,99	68,43	45,29	0,20
Fiera Capital (FSZ)	12,61	-0,08	-0,63	139	-11,13	15,67	9,76	0,44
Brookfield (BAM.A)	47,35	-0,36	-0,75	6 602	14,87	48,79	35,00	0,64
ÉNERGIE	3 361,85	pts	-0,18		15,27			
Crescent Point (CPG)	44,50	0,08	0,18	14 276	7,88	44,99	35,25	2,76
Transcanada (TRP)	50,28	0,03	0,06	10 656	3,58	51,89	43,94	1,92
Canadian Oil Sands (COS)	22,89	0,01	0,04	16 867	14,56	24,46	18,85	1,40
Can. Natural Res. (CNQ)	45,48	-0,03	-0,07	15 509	26,54	45,62	28,44	0,90
Enbridge (ENB)	51,63	-0,16	-0,31	9 622	11,25	53,73	41,74	1,40
Encana (ECA)	25,64	-0,08	-0,31	30 230	33,68	26,16	17,40	0,28
Suncor Energie (SU)	42,42	-0,13	-0,31	22 166	13,91	43,47	29,85	0,92
Cenovus Energie (CVE)	32,40	-0,14	-0,43	12 265	6,58	33,11	28,25	1,06
Talisman Energy (TLM)	11,11	-0,05	-0,45	31 757	-10,04	13,83	10,68	0,27
L'Impériale (IMO)	53,75	-0,48	-0,89	7 316	14,26	54,49	38,72	0,52
▼ Pembina Pipeline (PPL)	44,31	-0,59	-1,31	8 478	18,41	46,56	30,36	1,74
▼ Husky Energie (HSE)	35,96	-0,50	-1,37	14 615	14,26	37,40	25,36	0,52

MOTS CROISÉS JUNIOR

Du lundi au samedi
WWW.HANNEQUART.COM

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1

2

3

4

5

6

7

8

1

2

3

4

5

6

7

8

1

2

3

4

5

6

7

8

HORIZONTALEMENT

1 Ce qui cause un mou-
vement d'indignation
dans l'opinion publique.
– Disque compact à
lecteur optique.

2 Voix de femme la plus
grave. – Titre donné
autrefois à un homme
noble.

3 D'une manière stupide.
– Petite pièce qui permet
le passage entre deux
milieux différents.

4 Montre du sang-froid.
– Jouet que l'on fait
tourner sur la pointe.

5 Point cardinal.

6 Difficile à supporter.
– Envie de manger.

7 Lien que l'on sert autour
d'un membre pour
arrêter une hémorragie.
– Décomposé, en parlant
d'un mot.

8 Mèches de cheveux.
– Très attachées à
quelque chose.

VERTICALEMENT

1 Acte qui a pour but de
détruire intentionnelle-
ment du matériel.

2 Sont attachées à un
trousseau. – Style
musical de Loco Locass.

3 Ému.

4 Son Arche a résisté au
Déluge. – Le grizzli en
est un.

5 Arrivé à maturité.

6 Principe de vie et de
pensée de l'homme.
– Jour, mois, année.

7 Qui met du temps à agir.

8 Atténuer les couleurs,
adoucir les contours.

9 Haut de la tige des
céréales, qui porte les
grains en groupe serré.

10 Querelles.

11 Véristique. – Celle
d'Anticosti, par exemple.

12 Qui sont sans habitants.

SOLUTION du dernier numéro

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1 R A B B I N S R A C E

2 A M O U R A N I M A L

3 M I N I R A L V E L U

4 P N I M I T E C

5 A D E P T E O S U C

6 N U R E N O U V E L E

7 T E T E E S T I M E R

8 L U S T R E N E R F

CITATION SECRÈTE

par Isabelle Vadeboncoeur

Placez les lettres de chaque colonne
dans la case appropriée de manière
à former une phrase complète. Les
mots sont séparés par une case noire.

Thème : Citation de Henry
Miller

SOLUTION
du dernier numéro

Citation de Christian Jacq:
En amour, les arguments
raisonnables sont inutiles.

C N P U

R A N N

O I S

E R E

F B E

A N E

I T

N O L

I T

N S

D

A I E

MOT MYSTÈRE

ATLANTIQUE | Un mot de 8 lettres

ABIDJAN ACCRA ADOUR AFRIQUE AGADIR ASCENSION ATOLL BAIE BIOCO BOSTON CHALEURS COD CONGO COTE DOURO EIRE ELORN ESTUAIRE EUROPEEN FOND GARONNE GEORGIE GIJON GUYENNE HAITI HORM HORN IRLANDE IROISE LAY LISBONNE LOS LUANDA NAGER NAGEUSE NATAL NAVIRE NORD OCEAN ODET ORANGE PORTO QUEBEC RABAT RECIFE RIVAGE ROYAN SAHARA SEIN SEL SUD TAGE THON TURBOT YEUE

SOLUTION
du dernier numéro | ACTION

MOTS CROISÉS

Du lundi au samedi
WWW.HANNEQUART.COM

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

HORIZONTALEMENT

1 Rendre imperméable.

2 Fait du crawl – Perte de
la mémoire.

3 Substance jaunâtre qui
se dépose sur le bord
des paupières – Action
contraire au droit.

4 Os – Galères.

5 Corde à linge.

6 Chiffres romains – Cité
antique – Édifice de
l'Antiquité.

7 Poisson plat – À toi.

8 Infusions – Terre non
ensemencée.

9 Divulguer – Petite île.

10 Une des Muses – Ville
canarienne dont
les habitants étaient
immoraux.

11 Localisée – De niveau.

12 Conduite – Démon
marin femelle.

4 Sortis – Fruit très
énergétique.

5 Orpin – Donné en
location.

6 Abhorré – Perturbation
atmosphérique.

7 Sa poudre est utilisée
comme abrasif – S'occu-
pent des enfants.

8 Branché – Usé.

9 Fromage de brebis
– Rendre moins soucieux.

10 Séparée des autres
– Louange.

11 On y parle irlandais et
anglais – Dynastie fondée
par Osman Ier Gazi.

12 Vin grec
– Divertissement.

SOLUTION du dernier numéro

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1 W A T E R C L O S E T

2 E M O I A R R I V E R

3 S P I R E S T M E S E

4 T E L E V I S I O N C

5 P R E I N T E N T E R

6 H E G N O U I S S U

7 A S P I C P I E S

8 L A T E L E S A U X

9 T I C I R O U M A N I E

10 E O L E G R A C I E R

11 C L A M E I R O N E

12 V O E U R E L E N T S

VERTICALEMENT

1 Emmêlé.

2 Fait partie de la Polyné-
sie française – Appareil
d'éclairage.

3 Énérvé – Ferment.

ÊTES-VOUS OBSERVATEUR?

Ces deux dessins sont en apparence identiques.
En réalité, il y a entre eux HUIT petites différences.

1

2

LAPLACE

16367

1 Oreille droite de l'homme non indiquée. 2 Son coude droit plus long. 3 Son talon droit plus court. 4 Attache de la couverture du havre sac. 5 La première plateforme de gauche est plus large. 6 Forme de l'aiguille d'extrême gauche. 7 Le pied de la montgolfière de gauche modifié. 8 Horizon incomplet entre les aiguilles du millieu.

MOTS CROISÉS PLUS

Du lundi au vendredi
MICHEL HANNEQUART

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

HORIZONTALEMENT

1 Évidemment !

2 Douche – Font non.

3 C'est sec – Sandale
– Terme routier.

4 Fruit sucré – Dans la
ligne d'attaque.

5 Pas épais – Bien chauds.

6 On peut la farcir
– Exporté par les
Madelinots.

7 Il est roulé – Négation
– Symbole – But sportif.

8 Soustractions – Prénom.

9 Note – Romains – Ville
de la Nouvelle-Écosse.

10 Embarcations chinoises
– Qualifie une coiffure.

11 Début d'escarmouche
– Démoralisé.

12 Moins longs – Hiboux.

6 Préfixe – Ont une odeur
résineuse – Ancien
vigneron.

7 Flotte – Ouïes.

8 Matériel de guerre – Le
plus souvent, il nous
écoute.

9 Conjonction – Poids – Il
est pointu.

10 Converse – Niche
funéraire.

11 Associée – Ramasser en
rond.

12 Adverbe – Divisions
d'une bibliothèque.

VERTICALEMENT

1 Elle a du bagou.

2 Prénom – C'est vraiment
le pied !

3 Il travaille sur le travail.

4 Lac du Soudan – Inexis-
tant – Glissée.

5 Famille italienne
– Infidèle.

SOLUTION du dernier numéro

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1 B A C K G A M M O N F

2 I G L O O S A P E R O

3 B I O S P O R E A R

4 L O U S S E T R U I E

5 I R T E R R I E N N E

6 O N T A R I E N S E S

7 P O R T T U E R T

8 H A U N E S A N T I

9 I G N E E S A L E E S

10 L E S T E S T A R S E

11 E L I T D A R N E R

12 S E R E I N E T E T E